

## Ces 50 projets d'aménagement dans le collimateur des zadistes

Au-delà du projet contesté d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, les autorités surveillent comme le lait sur le feu une cinquantaine de foyers potentiels à travers le pays. Douze pourraient virer à l'aigre



BURE. Projet d'enfouissement de déchets nucléaires (Meuse). Photo : FRANCOIS NASCIMBENI/AFP

DERRIÈRE l'épouvantail de Notre-Dame-des-Landes se cache un épais maquis de projets contestés à travers le territoire. Inconnus pour la plupart du grand public, ils sont au nombre de 50 si l'on se réfère à un recensement des services de renseignements. Selon nos informations, 12 d'entre eux, où la situation peut virer à l'aigre, sont d'ores et déjà surveillés par les analystes de la gendarmerie nationale. En filigrane, ils dessinent la face cachée d'une contestation qui pousse en germe dans la profondeur des régions. Programmes liés à l'énergie, aux infrastructures de transports, au stockage et enfouissement de déchets de toute nature, centres de loisirs ou encore commerciaux, tous les segments d'activité sont concernés. Voués aux gémonies, les projets servent de terreau à l'expression d'une colère locale qui aime tantôt ou tard les insurgés « professionnels » qui se nichent à l'intérieur d'une cause, quelle qu'elle soit d'ailleurs, dans l'attente du fameux « grand soir ». « Aux yeux de l'ultra-gauche, chaque parcelle de lutte en devenir est potentiellement une nouvelle terre de colonisation », lâche un fonc-

tionnaire de haut rang. Bloqués, entravés, paralysés parfois depuis des années, de grands projets français sont en jachère. Le dynamisme économique de la France s'en trouve contrarié (voir page 4).

Pour prendre la mesure des vagues qui montent, les 75 analystes de la Sous direction de l'anticipation opérationnelle (Sdao) agissent comme une tête de réseau qui remonte, trie et raffine la masse d'informations recueillie par quelque 130 000 militaires en « bleu » qui quadrillent le pays. À force de décortiquer des cas sur le terrain, l'engrenage de contestation mis au jour a été modélisé. En « phase 1 », les experts classent d'abord une hostilité locale se cristallisant au travers d'un collectif ou d'une association de riverains en colère contre un projet censé être d'intérêt général. « En vertu du phénomène "Nimby" ("Not in my back yard", "Pas dans mon arrière-cour"), les résidents à fleur de peau forment des réseaux de veille, scrutent chaque évolution du dossier, décèlent les éventuelles failles du dossier et saisissent le tribunal administratif à la moindre occasion, détaille un officier qui précise que ces irréductibles « n'hésitent pas à tendre des liens vers d'autres associations implantées ailleurs ». Les ferments d'une communauté de lutte apparaissent alors.

La « phase 2 » est amorcée lorsque le dossier connaît ce que les analystes appellent une « avancée majeure »,

concrétisée par un premier coup de pioche, l'aménagement de voiries ou l'arrivée d'engins de chantiers annonciateurs du lancement des travaux. « À ce moment, la médiatisation de la contestation prend de l'ampleur et les résidents s'emploient alors à fédérer des "zadistes" venus d'ailleurs, quitte à leur offrir le gîte et le couvert pour les fixer sur place et durcir le dialogue », poursuit-on à la Direction générale de la gendarmerie nationale. À la manière du bernard-l'hermite changeant de coquille, les professionnels de la contestation se greffent en particulier là où la chambre d'écho est potentiellement la plus puissante. Peu important souvent les termes du débat local : les tribus zadistes mêlent des spécimens variés incluant de gentils écologistes rêvant de vivre le « vrai » retour à la nature, des anarchistes, des libertaires, des altermondialistes, de vrais casseurs de type black blocs ou encore des « antispécistes » apôtres de la libération animale. La « phase 3 », ultime, est celle de l'occupation illégitime et durable du terrain pour paralyser ce que les opposants nomment les grands projets inutiles et imposés (GPII). Plutôt que « zone d'aménagement différé », ils détournent l'acronyme ZAD en « zone à défendre », voire en « zone d'autonomie définitive ».

Dans le seul domaine énergétique, la gendarmerie a recensé selon nos informations pas moins de 19 dossiers contestés, dont quatre particulière-

ment « emblématiques » au sud de la Loire. Outre le parc éolien de Bourrière et Tourreilles (Aude) pris pour cible au prétexte de défigurer le paysage et d'occasionner de nuisances sonores sans qu'il n'y ait jamais eu de concertation, les gendarmes suivent avec une attention toute particulière le dossier brûlant du « méga transformateur » de Saint-Victor et Melvieu (Aveyron), où le géant de la distribution électrique RTE projette de connecter six lignes à haute tension de 225 000 volts à une ligne à très haute tension (THT) de 400 000 volts sur un domaine agricole de 9 hectares. Venu des départements environnants pour prêter main-forte à l'association de riverains « Plateau survolté », les frondeurs viennent de mener un mois d'actions pour enrayer le bon déroulement de l'enquête publique. Regroupés dans un « QG » de fortune baptisé « Amassada », ils ont commencé par des manifestations de rue avant d'édifier des fortifications en ballots de pailles en centre-ville, d'investir la mairie pour s'emparer de la maquette, former des barrières humaines interdisant aux commissaires enquêteurs d'accéder à leur permanence... voire murer de parpaings l'agence locale RTE.

Parmi les résistants masqués partis le 2 décembre dernier à l'assaut de la mairie voisine de Saint-Affrique, figuraient des « vétérans » de Notre-Dame-des-Landes ou encore de Bure, village de 80 âmes dans la Meuse devant accueillir un site d'enfouissement de déchets radioactifs. Un dossier « potentiellement explosif » aux yeux des autorités. « La conjonction de considérations écologiques et de lutte antinucléaire représente un cocktail détonant », grimace un fin connaisseur du dossier qui insiste aussi sur « la proximité de l'Allemagne, où des extrémistes ont assisté à l'enterrement d'un projet similaire ». Actuellement, entre 30 à 50 radicaux établis dans des huttes ouvrent volon-

tiers les portes de leur « Maison de la résistance » aux activistes de passage venus guerroyer contre la « *poubelle nucléaire* ». Là encore, le tam-tam de la « convergence des luttes » résonne au-delà des frontières. Le 15 août dernier, quelque 300 jusqu'aboutistes casqués, armés de pierres, bâtons et boucliers, dont deux tiers de black blocks brandissant des drapeaux antifascistes allemands, avaient lancé des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre. « *Quand l'évacuation de Notre-Dame-des-Landes sera réglée, Bure, où le projet Giceo a déjà pris plus d'un an de retard, sera le prochain sur la liste* », prophétise un fonctionnaire de haut rang.

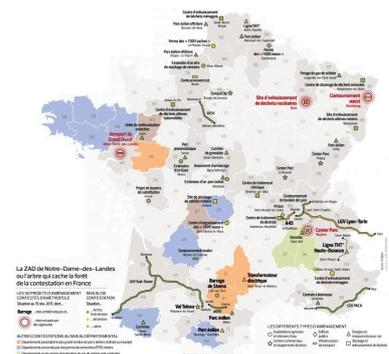
Sur le front des infrastructures de transports, la levée de boucliers n'est pas négligeable non plus. Parmi onze projets répertoriés comme « contestés », celui du contournement ouest de Strasbourg (COS) suscite le plus d'inquiétudes. « *La contestation a mûri au point de devenir préoccupante* », diagnostique un analyste de la gendarmerie nationale. Sur le papier, l'ouvrage, financé par Vinci comme le serait l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, vise à désengorger la capitale alsacienne en passant par l'ouest à travers la région très fertile du Kochersberg. Vent debout, habitants et défenseurs de ce patrimoine naturel organisent depuis des mois des « dimanches de contestation ».



ROYBON. Projet d'un Center Parc (Isère). Photo : XAVIER VILA/SIPA



SIVENS. Projet controversé de barrage sur le cours du Tescou (Tarn). Photo : MICHEL PIEYRE/PHOTOPQR/LE MIDI LIBRE



L'actrice Charlotte de Turckheim et Stéphane Bern avaient prévenu des dégâts irréversibles qu'entraînerait la construction du décrié « COS » sur les jardins remarquables du château de Kolbsheim, qui a vue sur les Vosges. La nomination du célèbre journaliste-animateur par Emmanuel Macron à la tête d'une mission de la protection du patrimoine aurait exacerbé la mobilisation d'une partie des opposants, sûrs de leur bon droit. Sous l'œil bienveillant de « figures » comme José Bové, jusqu'à 400 manifestants se réunissent sur le parcours et construisent à chaque étape une cabane en bois symbolisant des péages ou d'ouvrages censés avilir le paysage. « *Au total, huit constructions de bois d'« information » jalonnent le tracé sur des terrains privés* », note un officier de l'anticipation opérationnelle, où l'on n'écartera pas l'arrivée prochaine de « *professionnels de la contestation* ». Dans le bain bouillonnant des projets contestés, les services de renseignements scrutent à la loupe l'évolution du projet emblématique du Center Parc de Roybon visant à construire un millier de cottages sur 203 hectares dans la forêt de Chambaron (Isère), le méga-

centre commercial et de loisirs au Triangle de Gonesse (Val-d'Oise) ou celui qui doit voir le jour à Plaisance-du-Touch (Haute-Garonne). Si la contestation s'essouffle autour du projet de rénovation du réseau électrique en aérien de la Hau-50 te Durance porté par RTE, les hostilités risquent de reprendre de plus belle à propos de la future ligne à grande vitesse (LGV) appelée à traverser les Alpes grâce à un tunnel de 57 kilomètres reliant Saint-Jean-de-Maurienne et la vallée de Suse en Italie. Mis en berne en juillet par le ministre des Transports, le programme a été relancé après une annonce de son homologue à l'Économie Bruno Le Maire lors d'un déplacement à Rome, le 1<sup>er</sup> août. Ulcérée par le coût jugé démesuré de 26 milliards d'euros, la frange radicale gravitant en marge du

mouvement citoyen Colt (Coordination des opposants au Lyon-Turin) pourrait organiser une nouvelle « marche » à travers le massif, comme à l'été 2015 où de violentes échauffourées avaient éclaté sur le versant italien. Comme partout ailleurs, les radicaux venant d'autres ZAD peuvent se greffer à tout moment. ■



NOTRE-DAME-DES-LANDES. Projet de construction d'un aéroport (Loire-Atlantique). Photo : STEPHANE MAHE/REUTERS



SAINT-VICTOR-ET-MELVIEU. Projet de construction d'un transformateur électrique (Aveyron). Photo : YOUTUBE

par *Christophe Cornevin* @ccor-nevin

## ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ *Aux yeux de l'ultra-“gauche, chaque parcelle de lutte en devenir est potentiellement une nouvelle terre de colonisation* UN FONCTIONNAIRE DE HAUT RANG

